

«Secrets d'État» ou coulisses du parti ?

Malgré les secrets qui l'entourent, la stratégie du parti est claire. Pour durer, le régime doit maintenir son autorité à l'intérieur en affaiblissant la contestation démocratique, se légitimer au sein du parti par une lutte contre la corruption, empêcher les forces centrifuges des régions frontalières de se renforcer, enfin nouer des relations extérieures sûres avec un partenaire compréhensif. Ainsi pourrait-il éviter de se désagréger à la manière de l'Union soviétique des années quatre-vingt-dix. Sur tous ces chapitres, le mois de mai a jeté de nouvelles lumières. Elles devraient retenir l'attention en Europe.

Le 8 mai, la journaliste Gao Yu, disparue depuis deux semaines, est accusée d'avoir diffusé des SECRETS D'ÉTAT sur l'internet l'été dernier. En fait, «le document n°9» du mois d'avril bien qu'interne au Parti, avait déjà filtré à l'extérieur, comme d'autres discours de même sens du chef du Parti Xi Jinping. Il expliquait la nécessité de combattre la dissidence, le séparatisme, les prétendues valeurs universelles, les principes erronés de la séparation des pouvoirs et de l'indépendance de la justice.

Comment appeler «secrets d'État» les procédés et les détours dont le P.C.C. entend user pour se maintenir envers et contre tous sans l'onction du suffrage universel ? Les textes disent ce dont le parti a peur et la manière de circonvenir les menaces. Ces recettes du parti expliquent pourquoi le régime survit après soixante ans ; les connaître ne met pas en jeu la sécurité du pays et porte seulement atteinte au prestige et à la légitimité de l'appareil dirigeant. Appellerait-on «secrets d'État» des fuites sur des débats tenus au sein d'un des partis de gouvernement français ? À ce compte, la plupart des journaux de l'hexagone seraient interdits et les journalistes de la politique intérieure- sans parler des gens de Médiapart – en prison pour des décennies.

Chef d'État, chef de parti, Xi Jinping dénonce cette

société de dissidents à tête brûlée, qui sur l'internet discutent de gouvernement constitutionnel, qui cultivent les opinions négatives et proposent sans cesse de nouveaux mots d'ordre dérangeants, à l'instigation des puissances étrangères.

Le 13 juillet 2013 déjà, le Quotidien du peuple dénonçait les agissements de l'Amérique, qui agite le drapeau de la liberté, se sert des avocats protecteurs des droits de l'homme, des églises souterraines, des dissidents, des personnalités de l'internet et des gens en situation difficile, et espère ainsi subvertir les bases du régime. Selon le journal, le danger ne vient ni de l'international ni des voisins, il se trouve au sein de l'organisme social. Et parmi eux, un des corps les plus dangereux, ce sont les avocats, du moins ceux d'entre eux qui se groupent pour mieux lutter, qui «font des histoires» et face auxquels il faut «renforcer les mesures ciblées».

C'est bien ce qui s'est passé à la mi-mars pour les avocats Jiang Tianyong, Zhang Junjie, Wang Cheng et Tang Jitian. Ils se sont rendus dans le Heilongjiang pour proposer leurs services à des détenus d'une prison clandestine. Le 21 mars, la Sécurité a forcé la porte de leur hôtel, les a enlevés, séquestrés, frappés et torturés dans un local de police de Jiansanjiang. L'objectif du tabassage : qu'ils abandonnent la défense de clients détenus illégalement et qui intentaient un procès à l'administration. Zhang est resté détenu cinq jours ; les trois autres, quinze. À leur sortie, leur corps portait des ecchymoses.

Leurs collègues et amis ont tenté d'agir en leur faveur. Mais partout la Sécurité a tenté de réprimer leurs initiatives. A Beijing, Jian Tianyong a été assigné à résidence ; Wang Cheng à Hangzhou n'a plus l'eau courante et ses enfants ne peuvent se rendre à l'école ; sa famille a dû aller vivre au Hubei, chez le père de Wang Cheng lequel finalement, a été inculpé de «subversion du pouvoir d'État». Un avocat de

>>>

Guangzhou (Guangdong) Liu Zhengqing a été enlevé dans l'après-midi du 9 avril par des agents de la Sécurité à l'aéroport de Changsha (Hunan), alors qu'il allait prendre l'avion pour Jiansanjiang.

Des avocats de Shanghai aussi voulaient s'y rendre : l'aéroport a refusé de leur émettre des billets. Un avocat de Beijing Wang Quanzhang, arrivé sur place, a dû retourner dans la capitale. Les associations officielles d'avocats, bien qu'informées, n'ont rien fait et ont même interdit qu'on en parle.

Le 2 avril, alors que Xi Jinping rentre d'Europe, où on l'avait accueilli avec les égards, un éditorial du Global Times met en garde les avocats qui ne doivent pas «pour des raisons personnelles faire du tapage et amplifier les antagonismes sociaux» pour se constituer en première force d'opposition politique. Selon le quotidien, ils se parachutent dans les conflits locaux, ne recourent pas aux voies de droit mais rassemblent la population pour protester et deviennent des activistes des actions illégales ; bref, ils font de la politique au lieu de faire du droit.

Telle est la situation en Chine dans le monde du judiciaire : la Révolution culturelle est finie mais il a fallu plus de trente ans depuis pour ne pas établir l'État de droit, pour ne pas supprimer la torture, pour garder les avocats sous tutelle, pour maintenir l'internement administratif. C'est de ce rythme que les capitales occidentales se satisfont ?

Le régime doit se défendre aussi du discrédit de la corruption, qui mine l'autorité du Parti. Mais la lutte en ce domaine n'obtient pas les résultats voulus. Il faut l'accentuer, affirme son responsable Wang Qishan, selon une information de la Commission de discipline du 12 mai. Cette campagne se développe maintenant dans l'armée, où l'on soupçonne nombre de promotions d'être dues plus aux dessous-de-table qu'aux mérites personnels. Elle y rencontre apparemment des résistances, sinon comment interpréter les articles d'allégeance à Xi Jinping publiés en pleines pages par le Journal de l'armée : le 15 mai pour dix-sept officiers généraux après les trente-six dont le quotidien avait diffusé les textes les 7 mars et 2 avril. La lutte touche aussi l'appareil politique, avec, annoncée le 26 mai, l'ouverture d'une enquête à l'encontre d'un fils de l'ancien membre permanent du bureau politique He Guoqiang, lui-même responsable jusqu'à 2012 de la lutte contre la corruption.

En périphérie du territoire, les menaces ont pris une ampleur nouvelle avec la succession des attentats meurtriers liés au problème ouïghour. Elles poussent à un durcissement policier et sécuritaire impressionnant. Certes, le 29 mai, Xi Jinping demande que l'on réserve plus d'emplois pour la population locale et que l'on respecte mieux la liberté religieuse. Mais ces objectifs semblent contredits par la politique suivie depuis au moins une décennie : on incite avec primes les Han à s'installer dans la région autonome, avec promesses d'emploi ; quant à la liberté religieuse, il suffit de voir comme on la respecte dans le reste du pays pour douter de la force de conviction du chef d'État. Surtout, en même temps, Xi Jinping renforce l'appareil antiterroriste. La presse annonce le 30 mai la formation d'une armée de cent mille personnes pour faire du renseignement antiterroriste au profit des services de Sécurité (rémunération du renseignement utile = 2 yuan), cependant que 850.000 citoyens forment des patrouilles pour surveiller la capitale. Le 29 mai, le dernier des cinq exercices antiterroristes du mois a mobilisé 2.800 hommes. La Sécurité organise la surveillance au scanner de neuf stations de métro et bientôt de quinze lignes de bus traversant la capitale qui mobiliseront mille inspecteurs de Sécurité et installeront des caméras dans 2.771 véhicules.

Le durcissement s'exprime aussi dans les relations internationales, malgré la figure bonasse présentée par le chef de parti lors de sa récente visite en Europe. À la fois en Asie, face aux États-Unis et avec l'appui russe.

Le conflit ukrainien a estompé les tensions de l'Asie orientale, pourtant d'une semblable intensité. Chaque installation de plateforme pétrolière ou d'embarcadère dans la Méditerranée chinoise donne lieu à contestation, voire à conflit ouvert comme on a vu avec le Vietnam avec un affrontement de bâtiments au canon à eau (11 mai) puis le naufrage d'un bâtiment vietnamien (26 mai). Les États-Unis critiquent les comportements chinois «dangereux» ou «agressifs» – selon les termes de John Kerry, le 12 mai - ; ces critiques sont qualifiées d'irresponsables par Beijing.

Les relations sino-américaines se tendent sans qu'on puisse décider s'il s'agit de postures ou de comportements sincères. Le 28 mai, le chef d'État-major adjoint Sun Jianguo qualifie les États-Unis de «premier cyber-voleur mondial» en riposte à la mise en examen de cinq officiels chinois pour cyber-espionnage commercial. «Washington se comporte en véritable voyou en volant les chevaux tout en interdisant aux autres de regarder par-dessus la haie» (Xinhua, 24 mai). Mais le même jour, la Voix de la Chine prend un ton conciliant : LA COOPÉRATION DOIT PRÉVALOIR SUR LES DÉSAccORDS «Pour la Chine, les États-Unis sont plus qu'un important partenaire commercial... Le rôle des États-Unis dans l'élimination globale du terrorisme est aujourd'hui particulièrement important pour la Chine... les deux pays doivent renforcer la confiance en matière de partage des informations et de cyber-sécurité, afin de lutter contre leur ennemi commun au lieu de semer les graines de la méfiance».

Face à la puissance américaine, on voit au fil des années se consolider un axe de résistance Moscou-Beijing. Les

manœuvres sino-russes de fin mai en mer de Chine montrent cette volonté de défier la présence des États-Unis dans le Pacifique occidental et le réseau des alliances qu'ils y ont constituées. L'alliance avec Moscou est si importante que la Chine a immédiatement oublié le «partenariat stratégique» signé avec l'Ukraine par Xi Jinping le 5 décembre dernier. Les discours sont clairs : «La Chine est un ami fiable» dit Vladimir Poutine (19 mai) et «les relations sino-russes n'ont jamais été aussi bonnes». Au regard des droits de l'Homme, s'agissant de deux membres permanents du Conseil de Sécurité, cette entente cordiale qui renforce chacune des capitales mériterait plus d'attention.

La réponse européenne est doublement faible et divisée. Pendant longtemps, chaque pays a cru bon de discuter seul avec Moscou ou avec Beijing, espérant un traitement de faveur. Mais l'alliance sino-russe pose un problème global qu'on ne saurait ramener à la juxtaposition d'une question russe et d'une question chinoise.

La faiblesse de la diplomatie européenne et sa division vient encore de se manifester avec le refus du gouvernement norvégien annoncé fin mai de recevoir le dalai-lama, dans la crainte qu'une entrevue remette en cause la normalisation des relations bilatérales que l'octroi du Prix Nobel à Liu Xiaobo avait dégradées en 2010.

Quand les États-Unis qualifient de provocatrices les initiatives chinoises au large des côtes vietnamiennes, on décide en Europe par commodité de n'y accorder aucune importance. Wang Yi, homologue et «ami» de notre ministre des Affaires étrangères, assure que ce sont les comportements américains qui encouragent les débordements. Mais la Chine n'exclut pas une guerre ouverte : «Les litiges de la mer de Chine méridionale doivent être réglés de façon pacifique mais cela ne signifie pas que la Chine ne peut pas recourir à des moyens non pacifiques face aux provocations du Vietnam et des Philippines» (Global Times, 17 mai). De visite à Washington, le chef des armées Fang Fenghui est explicite : «Nous ne créons pas de troubles mais nous n'en avons pas peur» (15 mai).

L'Europe, qui aujourd'hui ne sait trop où donner de la tête, sera mise à l'épreuve prochainement. Elle a entendu dans son récent voyage Xi Jinping expliquer que le pluripartisme ne marchait pas en Chine. Personne ne s'est esclaffé devant ce nouveau cours de science politique, sans doute parce que personne ne se sentait concerné. Pourtant, dans les années qui viennent et même dès cet été lors des discussions préparatoires, le pouvoir central, qui mourrait du pluripartisme, tentera d'étendre son régime monocole, aux scrutins gagnés d'avance, à une population de Hongkong qui le rejette. Qui prêtera attention aux manifestations qui se préparent dans l'ancienne colonie britannique pour que le peuple ait son mot à dire sur le sort qu'on lui réserve ?

On s'achemine vers des candidatures officielles et la position du gouvernement central est claire : que des candidats émanent du peuple ou des partis serait «contraire à la loi fondamentale» ; le candidat devra «aimer la Chine et aimer Hongkong» sans la moindre concession ; enfin il n'y a pas de normes internationales pour la démocratie. Il se pourrait donc que sans coup férir, dans le sourire que permettent les menaces et les manipulations heureuses de la presse et de l'opinion, sept millions d'habitants s'enfoncent dans un régime de régression politique. À Hongkong, toute une partie de la population soutient les démocrates de l'intérieur, demande la libération de Liu Xiaobo et que lumière soit faite sur la répression de 1989. Si ces Chinois-là sont exclus de la consultation, privés de candidats et donc de vote utile sans que personne ailleurs n'élève la voix, la honte en retombera sur les pays qui se disent démocrates, sur l'Europe en voie de se construire et sur la France..

SOMMAIRE

Liberté d'expression et d'information. Contrôle de l'internet.	5
Répression préventive avant l'anniversaire de 1989	5 - 6
Répression du mouvement démocratique.	6
Avocats. Appareil répressif. Corruption.	7
Condition ouvrière. Conflits du travail.	7 - 8
Questions foncières. Environnement. Niveau de vie.	8
Minorités ethniques	8 - 10
. Question tibétaine	
. Question ouïghoure	
. Question mongole	
Hongkong. Macao	10 - 11
Tensions militaires. Litiges et conflits territoriaux	11 - 12
Informations diverses	12
Sources d'information	13
Bibliographie	13

(Les dates figurant en début de rubrique sont celles des faits ; les dates de fin de paragraphe, celles de l'information. Si la date des faits est inconnue, la date de début de rubrique est celle de l'information. Certaines informations parvenues récemment se rapportent à des événements relativement anciens. Les chiffres donnés en euros équivalent au montant en yuan, sur la base 1 euro = 9 yuan)

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET D'INFORMATION. CONTRÔLE DE L'INTERNET.

- 27 mai** **Les autorités annoncent un plan de contrôle du service de microblogue Wechat.** Ce dernier, qui permet d'envoyer des messages à des groupes limités de correspondants, aidait à tourner l'interdiction de «propager des rumeurs» qui frappait les utilisateurs de Weibo (le twitter chinois). Des dizaines de comptes Wechat ont été fermés en mars sans avertissement. (*Reuters, 27 mai ; China Digital Times, 13 mars*)
- 25 mai** **La société d'internet chinois Tencent a licencié un journaliste blogueur** qui avait demandé au Secrétaire d'État américain John Kerry d'agir pour la liberté de l'internet en Chine. Elle lui reproche d'avoir «dévoilé des secrets d'affaires ainsi que des informations confidentielles et sensibles». Zhang Jialong avait rencontré John Kerry en février dernier. Il avait diffusé sur la toile des injonctions de la censure officielle. (*A.F.P., 26 mai*)
- 15 mai** **Une ancienne journaliste du South China Morning Post de Hongkong, Wu Wei, n'est plus joignable.** Ses amis pensent qu'elle a été arrêtée à Beijing, en liaison peut-être avec ses prises de position en faveur de l'avocat Pu Zhiqiang, arrêté début mai (*cf. rubrique «Répression préventive avant l'anniversaire du massacre de 1989». 3 mai*)
- 8 mai** **Les autorités chinoises accusent la journaliste Gao Yu d'avoir divulgué des secrets d'État sur l'internet en août 2013.** La télévision nationale l'a montrée avouant sa faute et «prête à accepter le châtement prévu par la loi». Elle avait disparu le 24 avril, peu avant une réunion de commémoration du massacre de 1989 à Tiananmen. Il semble que le document incriminé soit le «Document n°9» d'avril 2013, un appel lancé dans le parti pour lutter contre les idées de la dissidence, celles de la démocratie constitutionnelle, des droits de l'Homme et de l'indépendance de la presse. (*Xinhua, S.C.M.P., 8 mai*)
- 7 mai** **Condamnation à dix ans de prison par un tribunal de Shenzhen (Guangdong) de l'éditeur de Hongkong Yiu Man-tin** pour avoir «introduit des produits ordinaires en contrebande» : il aurait amené avec lui quelques bouteilles de peintures sans payer les droits d'entrée. Yiu Man-tin était détenu depuis le 27 octobre. Avant son arrestation, il envisageait de publier un livre du dissident Yu Jie, réfugié aux États-Unis, intitulé *Le Parrain de la Chine Xi Jinping*. C'est bien sûr le motif réel de sa condamnation mais enfreindre ouvertement la liberté de presse de Hongkong serait une violation trop évidente du statut du territoire. (*S.C.M.P., 8 mai*)
- 3 mai** **Inculpation à Beijing de Xiang Nanfu,** contributeur du site dissident Boxun, pour diffusion de fausses informations et atteinte portée à la réputation de la Chine. Dans une émission de la télévision nationale, il reconnaît sa culpabilité ; il admet aussi avoir eu des relations avec des prostituées et des relations extra-maritales. Selon le directeur de Boxun, un autre contributeur chinois a déjà été arrêté cette année ; il n'en a pas donné le nom. La sanction pour message diffamatoire peut atteindre trois ans d'incarcération si le texte est réexpédié cinq cents fois ou s'il a eu plus de cinq mille lecteurs. (*Xinhua, 13 mai ; S.C.M.P., 14 mai*)

RÉPRESSION PRÉVENTIVE AVANT L'ANNIVERSAIRE DU MASSACRE DE 1989.

Cette année avec plus de rigueur que par le passé, le pouvoir s'est efforcé d'empêcher toute commémoration d'importance des événements de 1989 dans le centre de la capitale et dans les grandes métropoles provinciales. Aux avertissements habituels à l'approche du 4 juin, les autorités ont préféré des incarcérations.

Rappel (pour illustrer l'importance de la Constitution)

Article 35 de la Constitution : *Les citoyens de la République populaire de Chine disposent de la liberté de parole, de presse, de réunion, d'association, de défilé et de manifestation.*

- 30 mai** **Arrestation à Guangzhou (Guangdong) de Wang Aizhong**, suspecté «d'instiguer des querelles et de provoquer des troubles» selon ses avocats. Wang Aizhong a fondé le Mouvement des rues du Sud, qui réclame la fin du monopartisme. Les autorités se refusent à toute information à son sujet. On apprend le même jour que deux militants des droits de l'Homme de Zhengzhou (Henan), Yu Shiwen et son épouse Chen Wei, sont détenus depuis le début du mois pour «rassemblement de foule dans le dessein de troubler l'ordre public». Ils avaient tenu une réunion en février pour commémorer la répression du 4 juin 1989, au lieu de naissance de l'ancien secrétaire général du Parti Zhao Ziyang, écarté du pouvoir pour s'être opposé à l'intervention militaire. (S.C.M.P., 30 mai)
- 16 mai** **Inculpation de plusieurs participants au mouvement de Tiananmen**, signataires de la Charte 08 de décembre 2008 inspirée par le prix Nobel Liu Xiaobo. Parmi eux, le militant de Guangzhou (Guangdong) Wang Qingying, accusé de «fomenteur des querelles». La police a perquisitionné son domicile et s'est emparé d'ordinateurs et de téléphones portables. Wang Qingying est un ami de l'avocat Tang Jingling (voir ci-dessous). (Weiquanwang, 17 mai)
- 16 mai** **Mise en détention de l'avocat de Guangzhou Tang Jingling, suspecté de «provoquer des querelles» et de «susciter des troubles»**. L'avocat est connu pour sa défense de plaignants dans des affaires de corruption et de réquisitions foncières. Ces privations de liberté sont habituelles à l'approche de l'anniversaire du 4 juin 1989 (massacre de Tiananmen). La police avait auparavant sermonné l'épouse de Tang Jingling pour qu'il ne fasse rien à l'occasion de cette commémoration. Elle a saisi des ordinateurs, des téléphones portables et des carnets d'adresses. Le 21 mai, Tang Jingling a rapporté à Liu Zhengqing, l'avocat qui lui rendait visite, qu'il avait été frappé violemment par un responsable de la discipline. (A.P., 16 mai ; C.R.L.W., 21 mai)
- 9 mai** **Inculpation au Zhejiang pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État» de Xu Guang**, membre du Parti démocratique et qui avait participé au mouvement de 1989. Il se préparait à une grève de la faim pour commémorer le massacre. Il était détenu depuis le 3 avril. Le militant de l'environnement Tan Kai, membre du parti démocratique lui aussi et détenu depuis la même date, a été relâché et assigné à résidence. (Weiquanwang, 10 mai)
- 3-4 mai** **Arrestation de l'avocat Pu Zhiqiang, des universitaires Xu Youyu et Haojian, du prêtre d'une église du silence Hu Shigen et de la militante Liu Di** à l'issue d'une réunion privée dont le sujet était le mouvement de 1989 et sa commémoration. Motif invoqué : «suscite des querelles et provoquent des troubles». Pu Zhiqiang et Xu Youyu ne reçoivent pas les soins médicaux qu'exige leur état de santé (diabète et hypertension artérielle). La mort en détention faute de soins de Cao Shunli en mars n'a pas modifié le comportement de l'appareil pénitentiaire. Le 16 mai le célèbre avocat Zhang Sizhi annonce la mise en détention à une date inconnue de la nièce de l'avocat Pu Zhiqiang, Qu Zhenhong, avocate elle-même. Selon des messages circulant sur l'internet, il lui serait reproché «d'avoir illégalement obtenu des informations». On signale aussi le 15 mai la disparition du militant des droits civiques de Shanghai Chen Jianfang. (S.C.M.P., Weiquanwang, 8-13-16 mai)

RÉPRESSION DU MOUVEMENT DÉMOCRATIQUE

- 17 mai** **Inculpation à Wuhan (Hubei) pour «incitation à la subversion du pouvoir d'État de cinq militants de Wuhan** (Hubei) Parmi eux, le moine bouddhiste Sheng Guan (alias Xu Zhiqiang), arrêté à l'issue d'une conférence sur le bouddhisme ; il avait passé un an en détention pour sa participation au mouvement démocratique de 1989 à Xi'an (Shaanxi). Les autres détenus sont Ma Qiang, Chen Jianxion, Wan Li et Chai Congfu. (Weiquanwang, 19 mai)

AVOCATS. APPAREIL JUDICIAIRE. CORRUPTION.

- 23 mai** **À l'annonce de sa condamnation à mort comme chef d'un gang mafieux, le brasseur d'affaires minières du Sichuan Liu Han a déclaré en larmes qu'il s'était fait piéger** et qu'on l'avait trompé lors de l'instruction. Le tribunal l'a déclaré coupable de treize crimes, - dont meurtre, gestion de casino et trafic d'armes. Liu Han avait noué d'étroites relations avec le fils de Zhou Yongkang, ancien membre permanent du Bureau politique responsable de la Sécurité et placé en détention pour corruption. La condamnation de Liu Han pourrait annoncer l'ouverture du procès de Zhou Yongkang. Liu Han a rejeté toutes les accusations portées contre lui. Son frère Liu Wei, condamné à mort lui aussi, affirme que ses aveux ont été obtenus par la torture. (S.C.M.P., 23 mai)
- 14 mai** **Arrestation de l'avocat de Guangzhou (Guangdong) Liu Shihui**, pour «rassemblement de foule à fin de troubler l'ordre en un endroit public». Il était intervenu la veille lors d'un procès que le militant Chen Jianfang avait intenté contre le bureau de la Sécurité dans le district de Pudong à Shanghai. L'avocat Zhang Lei l'a rencontré le 21 mai ; il l'a trouvé très affaibli au point qu'à son entrée, Liu Shihui ne l'a pas reconnu. Le même 21 mai, l'avocat de Guangzhou incarcéré Tang Jingling a rapporté à Liu Zhengqing, l'avocat qui lui rendait visite, qu'il avait été frappé violemment par un responsable de la discipline. Tang est inculpé pour «création de troubles» (16 mai). Les autorités l'avaient averti de ne pas participer à des commémorations du 4 juin 1989. (Wei quan wang, 16-19 mai)
- 9 mai** **Ouverture d'une enquête pour suspicion de corruption sur le directeur du bureau n°4 de la Commission d'inspection de la discipline, Wei Jian**. Il avait lui-même mené des enquêtes sur des faits de corruption dans onze provinces, dont le Sichuan où plusieurs hauts responsables ont été placés en détention. (S.C.M.P., 10 mai)

CONDITION OUVRIÈRE. CONFLITS DU TRAVAIL.

- 26 mai** **La province du Guangdong assouplit le système du certificat d'enregistrement (hukou)** pour les travailleurs migrants dans le dessein de remédier à l'insuffisance de main-d'œuvre. Elle compterait quelque trente millions de ces ouvriers originaires des campagnes du Guangdong ou d'autres provinces. Les migrants pourront obtenir un hukou
- si un parent, un époux ou un enfant a eu résidence permanente dans la province, à l'exception des villes de Guangzhou, de Shenzhen, de Dongguan, de Zhongshan, de Foshan et de Zhuahi.
 - s'ils ont vécu au moins cinq ans là où ils résident et s'ils ont payé les taxes locales de sécurité sociale pendant trois ans. (S.C.M.P., 26 mai)
- 21 mai** **Remise en liberté du militant du mouvement ouvrier Lin Dong**. Il avait été arrêté le 22 avril avec le directeur de son Centre d'études des conflits du travail, alors qu'il conseillait les grévistes de la fabrique de chaussures Yue Yuen, à Dongguan (Guangdong). On lui reprochait de «susciter des querelles et de créer des troubles». Le directeur avait été libéré après trois jours. Six cents personnes avaient signé une pétition demandant la libération de Lin Dong. (C.L.B., 22 mai)
- 14 mai** **Le salaire moyen d'un travailleur migrant était en 2013 de 2.609 yuan (290 €), en augmentation de 13,9% sur l'année précédente en yuan courant**. Selon les statistiques officielles, le coût de la vie a augmenté au moins aussi vite (21,7% pour les dépenses de base). Le total des travailleurs migrants serait de 269 millions. Une bonne majorité d'entre eux ne jouit d'aucune couverture sociale. : 15,7% ont un régime de retraite ; 17,6% ont une assurance maladie ; 9,1% ont une assurance chômage et 6,6% une assurance maternité. 28,5% ont une couverture pour les accidents du travail. (C.L.B., 14 mai)

- 12 mai** **Fin des auditions au tribunal de Shenzhen (Guangdong) concernant le militant ouvrier Wu Guijun**, arrêté le 7 mai 2013 pour «rassemblement de foule à dessein de troubler l'ordre social». Détenu depuis un an sans jugement, Wu Guijun avait participé à une grève dans l'entreprise Diweixin au sujet d'indemnités de licenciement. (C.H.R.D., 16 mai)
- 5 mai** **Les conflits dans le secteur des transports (conducteurs de bus et de taxis) ont fortement augmenté** avec la tension croissante sur les rémunérations et l'allongement des horaires de travail. Le China Labour Bulletin a noté soixante-neuf grèves pour les quatre premiers mois de 2014, 28% de plus que sur la même période de 2013. (C.L.B., 5 mai)

QUESTIONS FONCIÈRES. ENVIRONNEMENT. NIVEAU DE VIE.

- 14 mai** **Un paysan de l'Anhui, Liu Dunhe, hors d'état de verser 10.000 yuan pour une opération, s'est amputé du pied avec des morceaux de verre.** Il avait eu les pieds gelés cet hiver en travaillant pieds nus, ce qui avait provoqué une infection et des douleurs intolérables. L'amputation a duré six heures. Par la suite, les autorités lui ont accordé 23.000 yuan pour couvrir ses dépenses médicales (complément d'opération et traitement anti-inflammatoire). En octobre 2013, un villageois du Hebei, Zheng Yanliang, s'est coupé le pied gauche à la cheville et a scié sa jambe droite infectée parce qu'il ne pouvait payer une intervention chirurgicale. L'émotion suscitée dans le public avait permis une collecte de 360.000 yuan pour des soins médicaux. (S.C.M.P., 14 mai)
- 10-11 mai** **À Hangzhou (Zhejiang), des bagarres ont opposé à la police les adversaires de la construction d'un incinérateur de déchets**, décidés à obtenir l'arrêt du chantier. Elles ont fait au moins dix blessés chez les manifestants et vingt-neuf dans les rangs de la police. Les officiels affirment qu'ils recherchent le soutien de la population mais gardent en détention plus d'une douzaine de manifestants. De nouvelles arrestations sont survenues le 12 mai. Les opposants semblent encouragés par les concessions obtenues dans des circonstances voisines, notamment à Maoming, près de Ningbo dans la même province du Zhejiang. Ils exigent que les incinérateurs soient munis de filtre à dioxine. (A.P., 12 mai)
- 8 mai** **Arrestation pour «rassemblement de foule à dessein de troubler l'ordre social» de la militante du Henan Jia Lingmin.** Elle avait apporté son aide à des habitants de Zhengzhou (Henan), victimes la veille de démolition de logement et avait photographié les policiers en civil. Un de ses amis, pétitionnaire de Zhengzhou, Liu Diwei, a été récemment placé en détention pour le même motif : «rassemblement de foule à dessein de troubler l'ordre social». (Weiquanwang, 8-14 mai)

MINORITÉS ETHNIQUES

QUESTION TIBETAINE

- 24 mai** **Arrestation dans le district de Khyungchu du chanteur populaire Gepey**, à l'issue d'un concert auquel assistait plus d'un millier de personnes. La manifestation avait pour objet d'éveiller la conscience des jeunes à l'importance de la langue et de la culture tibétaine. La police n'a pas donné les motifs de l'arrestation. En termes voilés mais suffisamment explicites, les chants de Gepey – tels que Phayul en donne un exemple - expriment la tristesse des Tibétains devant la prise de possession de leur territoire par la majorité Han. (Phayul, 26 mai)
- 24 mai** **Libération du moine Gatruk Dorje, du monastère Beri à Kardze**, six ans après sa

condamnation à huit ans de détention. Il avait été arrêté en 2008 et accusé d'avoir mis le feu à un pont et répandu des planches cloutées pour empêcher les forces chinoises d'approcher le monastère.

Remise en liberté le 22 mai - trois ans avant la fin de sa peine - de Younten, un prisonnier politique arrêté lors du soulèvement de 2008. Il avait été condamné à neuf ans d'internement. On ignore si ces deux libérations sont dues à l'état de santé des prisonniers, cas fréquent lorsque les gérants d'établissements pénitentiaires redoutent un décès dans leurs murs.

Le 2 mai, un moine du monastère de Gonsqr dans le district Dege, Lobsang Dhonyoe, a retrouvé la liberté après six ans d'incarcération pour «séparatisme». Il avait levé le drapeau tibétain sur son monastère, lors des émeutes de 2008. Il aurait été torturé en prison. (Phayul, 3-26 mai)

19 mai **Arrivée en Inde du moine Jigme Gyatso**, porté disparu depuis septembre 2012. Il avait réalisé en secret avec Dhondup Wangchen le documentaire *Surmonter la peur*¹. Le film avait été projeté clandestinement au début des Jeux Olympiques de 2008. Condamné alors à sept mois d'incarcération puis libéré en octobre 2008, il avait été de nouveau emprisonné en 2012. On ignore les conditions de son évasion. Dhondup Wangchen reste en détention. (R.S.F., 23 mai)

7 mai **Pour protester contre les empiètements des sociétés minières chinoises et un projet de mine d'or, un Tibétain de Tongbar (district Zogang), Phakpa Gyaltsen s'est poignardé** à deux reprises avant de se jeter du haut d'un bâtiment du centre ville. Son geste a provoqué dans le cours du mois plusieurs manifestations devant les locaux administratifs. L'oncle de Phakpa Gyaltsen est resté cinq jours en détention. (Phayul, 11-21 mai)

6 mai **Arrestation au lendemain de sa remise en liberté après trente mois de prison d'un abbé du monastère Karma (Chamdo)**. Khenpo Rodoe Rabsel, qui avait refusé de suivre les campagnes d'éducation patriotique officielles. Libéré de nouveau le 14 mai, il lui a été interdit de porter l'habit de moine et de se livrer à des activités religieuses. Soixante-dix moines du monastère Karma auraient été arrêtés ces dernières années. (Phayul, 13-20 mai)

QUESTION OUIGHOURE

28 mai **La police de Kashgar a tiré et tué deux Ouighours de dix-huit ans suspectés d'avoir blessé deux individus à coups de couteau.** (R.F.A., 29 mai)

27 mai **Dans un stade de Yining, préfecture de Yili (Xinjiang) rempli de sept mille personnes, un procès de masse a abouti à la condamnation de cinquante-cinq personnes** pour séparatisme, meurtre ou terrorisme. Les juges ont prononcé trois peines de mort. (Reuters, B.B.C., 28 mai)

26 mai **La police déclare avoir arrêté au cours du mois deux cents suspects** et découvert vingt-trois groupes de «terroristes» et d'«extrémistes religieux», notamment dans les villes de Hotan, de Kashgar et d'Aksu. Certains suspects se formaient au maniement et à la fabrication d'explosifs. Trois cents personnes sont incarcérées dans la province du Guizhou. Au Yunnan, les autorités ont distribué quatre-vingts mille brochures sur les moyens d'identifier les terroristes et de s'en protéger. À Beijing, les forces de sécurité ont été dispensés de tirs d'avertissement et tireront à vue lorsqu'elles auront à faire face à des attaques terroristes. Dans le métro, les individus comme les bagages sont systématiquement passés au scanner, d'où de longues files d'attente. (Xinhua, 26 mai)

24 mai **La police annonce une première arrestation, après les explosions survenues dans un marché d'Ouroumtchi (Xinjiang)**. Le chef d'État a déclaré sa volonté de maintenir à tous prix la stabilité sociale de la région. Des forces armées d'un millier d'hommes sont déployées dans la capitale du Xinjiang. La police va intensifier ses patrouilles et ses contrôles de sécurité dans le cadre d'une campagne d'un an visant à éradiquer le terrorisme. (Xinhua, 22-24 mai)

22 mai **Un attentat dans un marché d'Ouroumtchi a fait quarante-trois morts** et plus de quatre-vingts blessés. Les engins auraient été jetés de deux véhicules tout-terrain qui ont enfoncé les barrières du marché. Le lendemain, une bombe explose devant un bureau de police et quatre autres sont

¹ Le film est accessible sur vimeo.com/50220285

désamorçées à Yarkand (Shahe), dans la préfecture de Kashgar. (R.F.I., 22 mai ; R.F.A., 29 mai)

- 20 mai** **La haute Cour du Xinjiang annonce l'arrestation de trente-neuf individus pour «incitation à la guerre sainte et propagation du terrorisme»**, par l'organisation de groupes terroristes, l'encouragement à la haine ethnique, les discriminations ethniques et la fabrication illégale d'armes à feu. On note une condamnation à quinze ans d'emprisonnement d'un Ouïghour pour avoir prêché la guerre sainte ; une condamnation à cinq ans de Maimatiniyazi Aini pour incitation à la haine ethnique sur l'internet. (S.C.M.P., 21 mai)
- 20 mai** **Dans le district Kucha de la préfecture d'Aksu, une manifestation ouïgoure de protestation** suite à la rétention dans une école secondaire de jeunes filles portant le voile a tourné à la violence. Les manifestants s'en sont pris au directeur de l'école et à un officiel, lançant des pierres contre le bâtiment. La police a tiré des coups de feu faisant quatre morts et de nombreux blessés. (R.F.A., 20 mai)
- 14 mai** **Trois fonctionnaires chinois, dont la responsabilité se situerait au niveau du district, auraient été tués dans le district de Kargilik** à la fin d'avril lors de la visite du chef de l'État Xi Jinping au Xinjiang. Les trois cadavres auraient été jetés dans un lac. (R.F.A., 14 mai)
- 14 mai** **Un groupe islamiste, le Parti islamique du Turkestan,** a revendiqué l'attentat survenu à Ouroumtchi en avril. L'attaque d'un train en gare avait fait trois morts - dont les deux agresseurs - et soixante-dix-neuf blessés. Le groupe a diffusé une vidéo de dix minutes en langage ouïghour. Des experts mettent en doute l'authenticité de cette revendication. (Reuters, 14 mai)
- 12 mai** **Dans les six semaines qui ont suivi l'attentat de la gare d'Ouroumtchi, la police a arrêté deux cents trente-deux personnes** qui auraient diffusé des vidéos en faveur du terrorisme sur l'internet et les téléphones portables. Les autorités locales avaient, à la fin mars, interdit de charger, d'enregistrer et de diffuser ces vidéos. (A.F.P., 12 mai)

QUESTION MONGOLE

- 13 mai** **Rapatriement forcé de Mongolie vers la Chine d'un étudiant Dalaibaatar Dovchin,** qui possédait un visa en règle et de Tulguur Norovrichen, qui possédait un certificat de demandeur d'asile. La police d'Oulanbator les avait appréhendés le 9 mai, alors qu'ils allaient se rendre à une conférence de presse destinée à s'opposer au rapatriement d'un autre Mongol, Alhaa Norovtseren. Tous deux étaient impliqués dans la défense des droits de l'Homme et de la culture mongole. En octobre 2009, la famille Batzangaa avait été déportée vers la Chine ; depuis, son chef est incarcéré. (S.M.H.R.I.C., 16 mai)
- 6 mai** **La lettre envoyée par Alhaa Norovtseren au président mongol, dans laquelle il annonce qu'il préfèrera se suicider plutôt que d'être rapatrié de force en Chine** a eu pour effet de retarder la décision de déportation. Alhaa Norovtseren était venu s'installer en Mongolie en 1992, alors que le pays semblait s'orienter vers la démocratie. (S.M.H.R.I.C., 12 mai)
- 4 mai** **Manifestation de bergers dans le chef-lieu de la bannière Ezenee de la Ligue Alshaa** pour protester contre la destruction d'un site d'oasis et contre l'appropriation de leurs terres par des Chinois venus du Gansu voisin. La police les a mis en joue, avec fusils et mitrailleuse. (S.M.H.R.I.C., 12 mai)

HONGKONG ET MACAO

- 23 mai** **Le mouvement de désobéissance civile Occupation du quartier central se heurtera à la force de la loi,** a déclaré à Beijing le directeur du Bureau central des Affaires de Hongkong et Macao. Ce mouvement est minoritaire et illégal et sera traité comme tel par l'exécutif de Hongkong.

Permettre aux électeurs de désigner leurs candidats pour le scrutin de 2017 enfreindrait la constitution du territoire, a, d'autre part, ajouté le responsable. (S.C.M.P., 24 mai)

16 mai **Les policiers vont recevoir un entraînement complémentaire spécial pour faire face au mouvement de désobéissance Occupation centrale.** Le Secrétaire local à l'éducation a déclaré ce dernier contraire à la loi et a demandé aux enseignants de décourager toute participation des élèves. De son côté, le chef de l'Exécutif a condamné le mouvement : il utiliserait «des moyens illégaux pour atteindre des objectifs politiques». (S.C.M.P., 17 mai)

TENSIONS MILITAIRES. LITIGES ET CONFLITS TERRITORIAUX.

23 mai **Les forces navales chinoises et russes ont mené des exercices conjoints en mer de Chine orientale.** Il s'agissait de simulations d'opération anti-pirates, sous commandement d'un croiseur lance-missiles russe. Parallèlement, les deux marines ont mené des manœuvres de défense aérienne et d'assaut maritime, avec exercices d'interception de fusées. La veille, les manœuvres des deux flottes de guerre concernaient l'intrusion de bâtiments non identifiés. Elles regroupaient quatorze navires chinois et russes. (Xinhua, 23 mai)

Japon

24 mai **Le Japon proteste auprès de Beijing après le passage en mer de Chine orientale de deux avions chinois à cinquante et trente mètres d'avions nippons de la force d'auto-défense.** Deux jours plus tard, le ministère chinois des Affaires étrangères accuse Tokyo de se livrer à des opérations dangereuses dans le cours des manœuvres maritimes sino-russes. Les deux pays ont des zones d'identification aériennes qui se recouvrent ; la Chine affirme que ses avions ont décollé après l'intrusion des appareils japonais dans sa zone d'identification «sans qu'ils en aient obtenu l'autorisation». (N.H.K., 26 mai)

Vietnam

26 mai **Selon le ministère des Affaires étrangères chinois, un bateau vietnamien a coulé après un heurt survenu dans une plateforme pétrolière des îles Xisha** (Hoangsha en vietnamien, Paracels en anglais). Il se serait retourné après un affrontement avec un bateau de pêche chinois. Pour la partie vietnamienne, c'est la manœuvre délibérée du bateau chinois qui a provoqué l'accident et les lieux de l'accident relèvent de sa zone économique exclusive. Les dix pêcheurs vietnamiens ont été récupérés par des bateaux vietnamiens ; le bâtiment chinois se serait enfui. C'est la première fois que les disputes de ces dernières années aboutissent à un naufrage. (Xinhua, 26 mai ; S.C.M.P., 27 mai)

19 mai **Des navires chinois sont arrivés au Vietnam pour évacuer plusieurs milliers de ressortissants,** à la suite des violences survenues la semaine précédente. Beijing a suspendu une partie des projets d'échanges bilatéraux entre les deux pays. Selon les autorités vietnamiennes, la Chine a envoyé quatre-vingt-six navires pour la protection du forage contesté des Xisha. Parmi eux se trouveraient deux grands bâtiments amphibies pour débarquement et une frégate lance-fusées. (Xinhua, 19 mai ; S.C.M.P., 16 mai)

15 mai **Les violences survenues au Vietnam après l'incident du 11 mai (cf. ci-dessous) se sont apaisées après l'arrestation de plus de 1.400 manifestants.** Commencées le 13 mai, elles s'étaient étendues à vingt-deux provinces ; elles avaient fait deux morts selon l'agence Xinhua et vingt et un selon l'agence Reuters. Quatre cents usines chinoises ont été endommagées par la foule. Un grand chantier sidérurgique à capitaux taiwanais a été incendié. Les manifestants ont pénétré dans une usine chinoise de chaussures dans la province de Thai Binh. Le Vietnam a envoyé une soixantaine de navires dans les eaux proches de la plateforme pétrolière chinoise. (S.C.M.P., 17 mai)

11 mai **Des bâtiments vietnamiens et chinois se sont affrontés avec des canons à eau près**



d'une plateforme pétrolière chinoise mise en place le premier mai dans l'archipel des Xisha (ou Hoangsha pour les Vietnamiens et Paracels en anglais). Les deux parties s'accusent de heurts de navire. Ce serait la première fois que des bateaux vietnamiens ripostent à des intrusions chinoises. (S.C.M.P., 13 mai)

Autres pays

15 mai **Le gouvernement des Philippines diffuse des images montrant des opérations de récupération de terrain menées autour de récifs Johnson de la mer de Chine méridionale**, dans une zone qu'il considère comme son territoire national. Selon Manille, cette initiative viole l'accord régional conclu en 2002 avec les pays de la région (A.S.E.A.N) pour éviter l'escalade des conflits territoriaux. (A.P., 15 mai)

12 mai **Les Philippines accusent neuf pêcheurs chinois de crimes contre l'environnement** (braconnage et capture d'espèces protégées). Ils avaient été arrêtés le 6 mai dans la zone disputée des hauts-fonds de la demi-lune, à 80 kilomètres de la côte de Palawan. La police affirme avoir trouvé des centaines de tortues de mer – espèce protégée - sur les bâtiments et ce délit peut entraîner des peines de vingt ans de prison. Deux mineurs qui accompagnaient les neuf pêcheurs seront rapatriés. (S.C.M.P., 13 mai)

INFORMATIONS DIVERSES

(Cette rubrique regroupe des informations qui, sans toucher directement aux droits de l'homme stricto sensu, éclairent sur les réalités et les tensions de la société chinoise).

19 mai La Chine est le premier partenaire commercial de la Russie. La somme des échanges a approché quatre-vingt-dix milliards de dollars en 2013. Les deux pays se proposent d'atteindre cent milliards en 2015 et deux cents milliards en 2020. (Xinhua, 19 mai)

19 mai Le Département de la Justice des États-Unis nomme et accuse cinq militaires chinois de vol de secrets américains par piratage de compagnies publiques (Alcoa, Westinghouse, Allegheny Technology, US Steel, the United Steelworkers Union et Solarworld). Beijing a protesté, convoqué l'ambassadeur en Chine et menacé de représailles. (Xinhua, S.C.M.P., 19 mai)

14 mai En moyenne, un foyer chinois comprenait en 2012 3,02 personnes, en forte diminution sur la situation des décennies antérieures. 160 millions de foyers (40% du total) se composent d'une ou de deux personnes seulement. 90% des personnes âgées vivent seules. (Rapport de la Commission nationale pour la Santé et la planification familiale, 14 mai)

13 mai Il existe 440 instituts Confucius, présents dans 120 pays et régions du monde. Les États-Unis disposent de cent instituts et de 356 classes dans le cycle secondaire. Les établissements prennent en charge une partie des frais de l'organisation qui les accueille. (S.C.M.P., 13 mai)

1 mai Ouverture de la ligne ferrée qui relie la capitale du Xinjiang Ouroumtchi à la ville pétrolière de Karamai. La ligne sera prolongée vers le Kazakhstan et, par la suite, permettra la liaison avec le réseau européen. (S.C.M.P., 4 mai)

SOURCES D'INFORMATION

64tianwang, Agence France-presse, Agence Xinhua, Amnesty International, Apple Daily, Article 19, Aujourd'hui la Chine, B.B.C., Boxun, China Information Center, China Labour Bulletin, Chine-Infos, Chinese Human Rights Defenders, Citizens' radio, Civil Rights & Livelihood Watch, Committee to Protect Journalists, Confédération internationale des syndicats libres, DaJiyuan (La Grande Epoque), Fondation Duihua, Human Rights Campaign in China, Human Rights in China, Information Centre for Human Rights and Democracy, Kaifang, Kyodo News Agency, Laogai Research Foundation, Minsheng GuanCha, Ming Pao, Mirror Books, Molihua, New Century News, Radio France Internationale (émission en chinois), Radio Free Asia, Radio Free China, Reporters sans Frontières, Reuters, Rights Campaign, S.M.H.R.I.C., South China Morning Post, The Standard, TealeafNation, Tibetan Centre for Human Rights and Democracy, Utopia, Weiwan Wang, Weiwuerzaixian, Wen Wei Po.

BIBLIOGRAPHIE

QUAND LA CHINE INVESTIT EN FRANCE ENQUÊTE ET PORTRAITS. AGENCE FRANÇAISE POUR LES INVESTISSEMENTS INTERNATIONAUX. Brigitte Dyan et Hubert Testard, 139 pp., mars 2014.

Analyse innovante assortie d'études de six cas typiques d'investissements, avec des annexes approfondies sur l'expansion économique de la Chine. Ses investissements étrangers ont centuplé entre 2000 et 2012, alors que ses exportations se multipliaient par huit.

Accessible sur le site <http://www.invest-in-france.org/fr>

FREEDOM OF THE PRESS 2014. Freedom House. 139 pp., mai 2014.

Sept pages se rapportent à la situation de la presse en Chine, «l'une des plus restrictives du monde». Avec concision et précision, le rapport montre la distance entre les textes et la pratique des pouvoirs publics.

Accessible sur le site <http://www.freedomhouse.org/report/freedom-press/freedom-press-2014#.U4cnSYW3Ehe>

POUR PRENDRE CONTACT, écrire à :
communication@ldh-france.org en indiquant en objet de
votre mail : «Groupe Chine».